



VALISE PÉDAGOGIQUE
"ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE"

45A – L'OPINION PUBLIQUE ET L'IDÉE EUROPÉENNE

Type de document	Niveau des apprenants		
	Secondaire I 1	Secondaire II 2	Adultes 3
F & A		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Cette enquête [Eurobaromètre](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb76/eb76_agreport_fr.pdf) Standard a été conduite entre le 5 et le 20 novembre 2011 dans 33 pays ou territoires : les 27 États membres de l'Union européenne, les cinq pays candidats (la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande et le Monténégro), ainsi qu'auprès de la Communauté turque chypriote dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre (http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb76/eb76_agreport_fr.pdf).

1.- L'INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE

L'indice d'intérêt pour la politique, construit à partir de questions sur l'intérêt pour la politique locale, nationale et européenne, n'évolue que très légèrement : le groupe majoritaire reste celui qui s'intéresse « moyennement » à la politique (44 %). Ceux qui déclarent y être particulièrement attentifs (intérêt « fort ») représentent 15 % des personnes interrogées. Un peu moins d'un quart des Européens disent s'intéresser « faiblement » à la politique (23 %) et 18 % « pas du tout ». Au final, près de six Européens sur dix déclarent s'intéresser, fortement ou moyennement, à la politique.

La confiance que les Européens témoignent dans leurs pouvoirs nationaux est limitée : 24 % font confiance à leur gouvernement contre 70 % de défiance et 27 % à leur Parlement, contre 66 %.

La confiance accordée aux partis politiques reste très minoritaire (14 %) contre 81 % de défiance. Elle est nettement minoritaire dans l'ensemble des États membres et des pays candidats.

La confiance accordée aux autorités publiques locales et régionales résiste mieux même si elle devient minoritaire (45 %) contre 48 %.

Les jugements positifs sur la direction prise par l'Union Européenne ne l'emportent plus désormais sur les négatifs que dans trois États membres (contre neuf au printemps 2011). Il s'agit de la Bulgarie (47 % pensent que les choses vont dans la bonne direction), de la Lettonie (35 %) et de la Roumanie (32 %).

Les plus critiques, avec un durcissement le plus souvent très sévère des jugements, sont désormais le Royaume-Uni (69 % pensent que les choses vont dans la mauvaise direction dans l'Union Européenne), la Finlande (68 %), l'Espagne (67 %), la France (67 %), les Pays-Bas (65 %), le Danemark et la Suède (64 %), le Luxembourg (63 %), la Grèce (62 %), la Belgique et la Slovaquie (59 %). Sans qu'ils soient parmi les plus critiques, d'autres pays enregistrent une forte montée des jugements négatifs : la Lituanie (43 %), l'Estonie (40 %), la Pologne (44 %), Chypre (54 %) et l'Irlande (51 %).

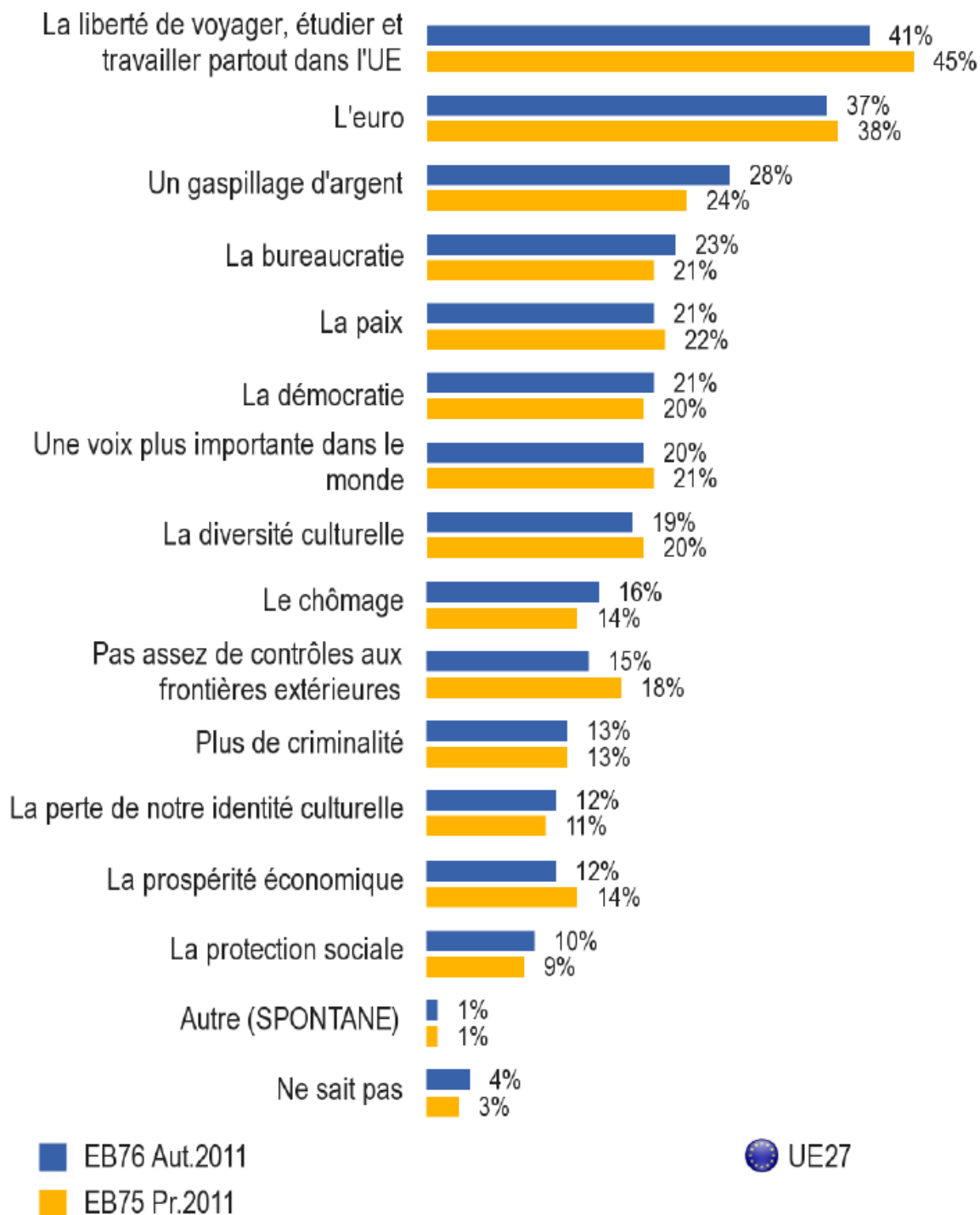
De manière générale, si on n'enregistre pas de distinction forte sur la perception de la direction prise par son pays entre les anciens États membres (UE15) et les 12 nouveaux pays membres, les écarts sont visibles s'agissant de la direction prise par l'Union Européenne : les citoyens des pays de l'UE15 sont en effet plus critiques (58 % pensent que les choses vont dans la mauvaise direction dans l'UE, contre 16 % qui pensent au contraire qu'elles vont dans la bonne direction) que ceux des 12 pays nouveaux membres (41 % « dans la mauvaise direction », contre 30 %). La distinction entre pays membres de la zone euro (56 % « dans la mauvaise direction », contre 16%) et non membres de la zone euro (52 %, contre 24 %) est moins marquée.

Les réponses sur la direction prise par l'Union Européenne varient peu selon l'appartenance sociodémographique tant le sentiment que les choses vont dans la mauvaise direction l'emporte désormais dans la plupart des catégories. On note simplement :

- ★ Que ce sentiment est légèrement en retrait chez les jeunes (48% chez les 15-24 ans) et les étudiants (46%) pour 55% en moyenne.
- ★ On n'enregistre pas d'écart de perception entre les cadres (57%), les employés (56%) et les ouvriers (57%), mais le sentiment que les choses vont dans la mauvaise direction dans l'Union Européenne est un peu plus marqué chez les chômeurs (61%) et chez les Européens disant avoir des difficultés à payer leurs factures (63% pour 53% disant n'avoir pratiquement jamais de difficulté).
- ★ Les opinions varient peu selon l'intérêt pour la politique (58% chez ceux déclarant un intérêt fort, pour 56% chez ceux déclarant un intérêt faible).
- ★ Logiquement, le sentiment que les choses vont dans la mauvaise direction est moins prononcé chez ceux disant avoir une image positive de l'Union (36%), dans la moyenne chez ceux disant en avoir une image neutre (54%) et renforcé chez ceux en ayant une image négative (80%).
- ★ En revanche, on ne note pratiquement pas de différences selon la connaissance objective de l'Union Européenne : 53% de ceux ayant une bonne connaissance objective de l'Union estiment que les choses vont dans la mauvaise direction, pour 54% de ceux en ayant une mauvaise connaissance.

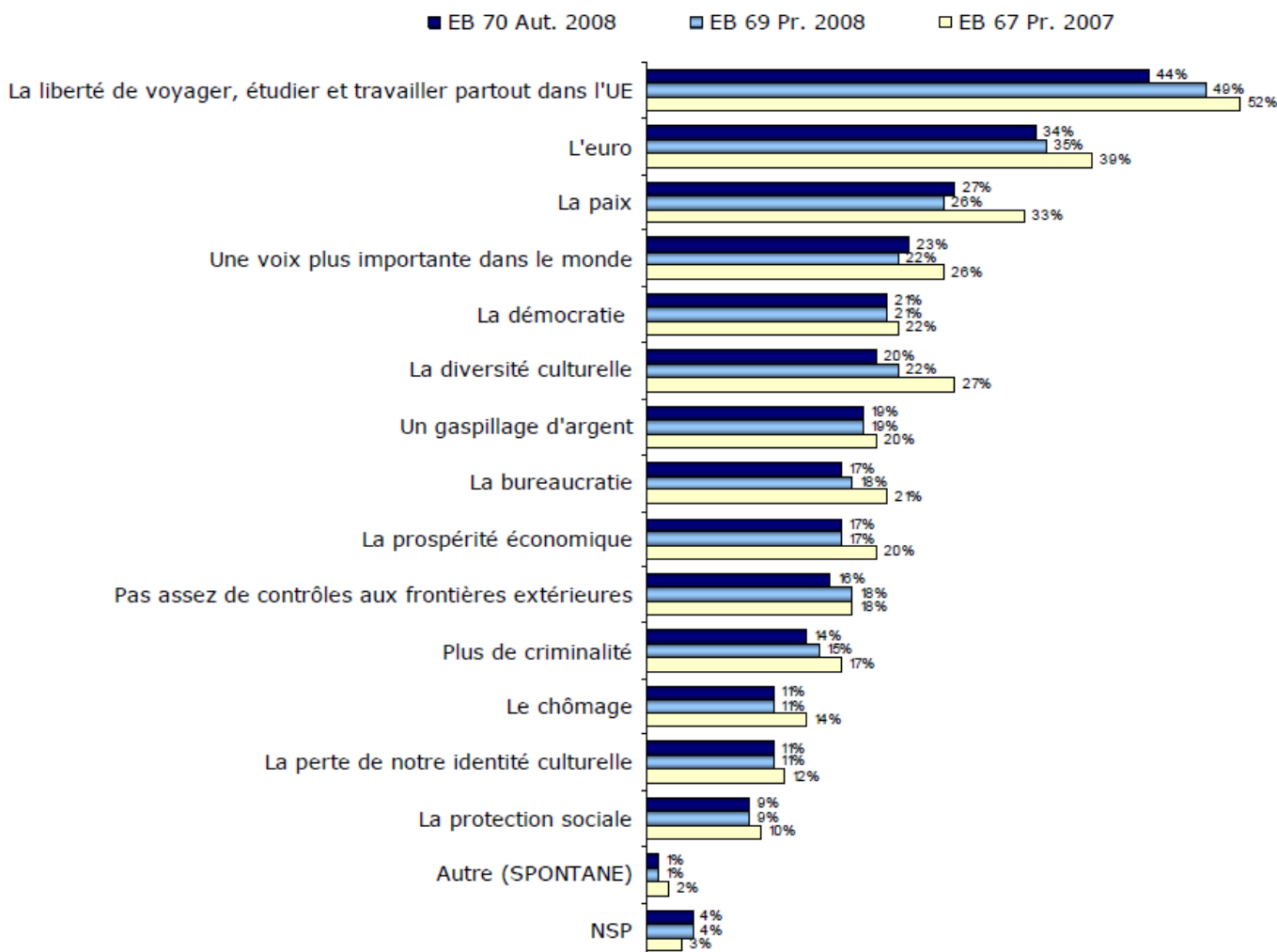
2.- L'UNION EUROPEENNE ET SES CITOYENS

QA12. Que représente l'UE pour vous personnellement ?



Pour la comparaison, le même sondage en 2008 (avant la crise) :

QA14 Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?
- %UE



On observe sur cet indicateur de sensibles contrastes selon les groupes de pays considérés. Avec 39% de citations, la liberté de mouvement n'arrive plus, pour la première fois dans l'histoire de cet indicateur, en tête des citations au sein des personnes interrogées dans les 15 anciens membres de l'Union. Elle est désormais devancée par l'euro (41%), le gaspillage d'argent arrivant en troisième position avec 32%. Elle est en revanche toujours largement en tête au sein des 12 pays nouveaux (47% de citations), devant l'euro et la démocratie, à égalité à 24%, le gaspillage d'argent étant sensiblement moins cité dans ce groupe (16%).

Enfin, l'euro (47%, en première position) et le gaspillage d'argent (31%, en troisième position) sont plus fortement cités au sein des pays de la zone euro qu'au sein des pays n'appartenant pas à cette zone (respectivement 20%, en quatrième position, et 23%, en deuxième position). Les personnes interrogées en dehors de la zone euro placent la liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE en première position (41%).

3.- LA MANIÈRE DONT FONCTIONNE LA DÉMOCRATIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Les Européens sont partagés en ce qui concerne le fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union : 45% se disent satisfaits alors que 43% expriment à l'inverse leur mécontentement, 12% n'ayant pas d'opinion.

La question de la confiance dans l'UE crée de fortes variations : alors qu'une large majorité des personnes qui ont plutôt confiance dans l'UE sont satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans l'UE (73%, contre 21% qui ne sont pas satisfaites), ce n'est le cas que de 30% de celles qui n'ont pas confiance dans l'UE (contre 60%).

Enfin, les personnes qui se disent en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro sont elles aussi majoritairement satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans l'UE (57%, contre 35%). A l'inverse, seul un tiers de celles qui sont opposées à l'union économique et monétaire et à l'euro est satisfait du fonctionnement de la démocratie dans l'Union Européenne (33%, contre 55%).

La montée de l'insatisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie européenne peut en partie s'expliquer par le sentiment croissant qu'ont les citoyens européens de ne pas avoir d'influence dans l'Union. Ainsi, 65% des personnes interrogées jugent que leur voix ne compte pas dans l'Union. Un peu plus d'un quart ont une opinion inverse (26%)

A l'unique exception du Danemark où une majorité absolue (53%) de personnes interrogées a le sentiment que sa voix compte, l'idée que les citoyens européens n'ont pas d'influence dans l'Union l'emporte au sein de tous les autres Etats membres.

Plus d'un Européen sur deux (51%) considèrent que les intérêts nationaux de leur pays sont mal pris en charge par l'Union Européenne alors que 38% émettent une opinion inverse, 11% n'exprimant pas d'avis sur le sujet.

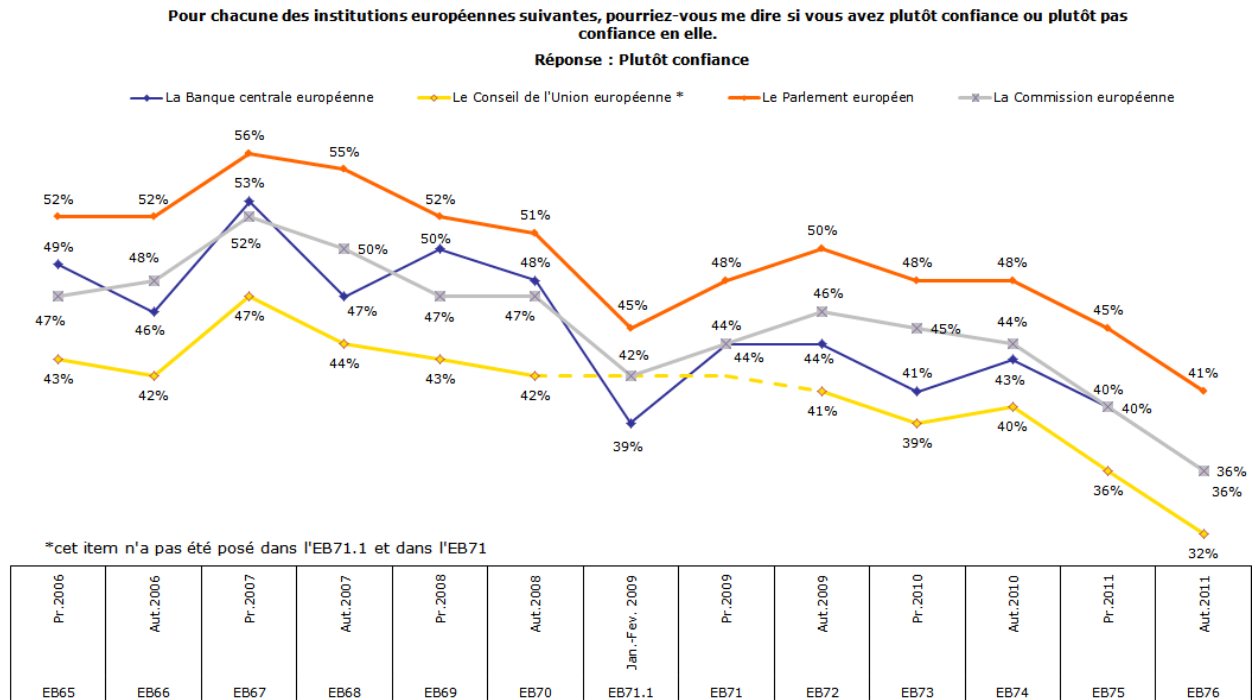
Une analyse sociodémographique des résultats révèle que dans l'ensemble des catégories, une large majorité des personnes interrogées a le sentiment que sa voix n'est pas prise compte dans l'Union Européenne. C'est particulièrement vrai chez les personnes ayant terminé leurs études avant 16 ans (70%), les chômeurs (70%), et les personnes ayant la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures (75%). Les plus nombreux à considérer que leur voix compte dans l'Union sont ceux qui ont confiance dans l'UE (43% sont d'accord pour dire que leur voix compte dans l'Union, contre 49% « pas d'accord »). En revanche, moins d'un cinquième des personnes qui n'ont pas confiance dans l'Union a ce sentiment (18%, contre 76%).

De la même manière, ce sentiment « d'auto-efficacité personnelle » est plus prononcé chez les personnes en faveur de l'euro (35%, pour 17% de celles qui sont opposées à l'euro).

4.- NOTORIÉTÉ DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES ET CONFIANCE QU'ELLES INSPIRENT

Le Parlement européen demeure l'institution européenne la plus connue, avec un taux de notoriété de 91%. Sous l'effet de sa forte médiatisation actuelle liée à la crise financière et économique, la notoriété de la Banque centrale européenne est en hausse à 82%. A l'inverse, la notoriété de la Commission est de 78% et celle du Conseil de l'Union Européenne de 62%.

Le degré de confiance accordé par les citoyens à ces quatre institutions européennes est quant à lui beaucoup plus faible.



5.- LA CONFIANCE DANS L'UNION EUROPÉENNE

34% des Européens déclarent faire confiance à l'Union Européenne, 55% se montrent à l'opposé défiants. Si la défiance à l'égard de l'UE l'emportait sur la confiance depuis l'enquête du printemps 2010 (EB73), c'est la première fois qu'elle dépasse la barre des 50%. C'est le plus mauvais rapport confiance-défiance mesuré à l'égard de l'Union Européenne dans l'Eurobaromètre Standard.

Extraits de [l'EUROBAROMETRE STANDARD 76 - AUTOMNE 2011](#)

6.- ACTIVITÉS POUR LES APPRENANTS :

Faites rechercher par vos apprenants sur le site des [eurobaromètres](#) l'évolution récente de l'opinion publique européenne après l'attribution du prix Nobel de la Paix à l'Union européenne (voir fiche 43 dans le même chapitre).

Auteur : **RICHARD STOCK**, Centre européen Robert Schuman à Scy-Chazelles, 2012

Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne ou des partenaires au projet.



Licence de libre diffusion *Creative Commons* : le document peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer à l'auteur en citant son nom ; seules les utilisations non commerciales sont autorisées (les utilisations commerciales restent soumises à autorisation) ; les modifications doivent d'être assorties des mêmes options *Creative Commons* que le document initial.

Ce document est extrait de la **VALISE PÉDAGOGIQUE SUR L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE** (qui existe en allemand, anglais, bulgare, croate, français et polonais) destinée à l'enseignement secondaire (I & II) et aux activités d'animation européenne des ONG engagées dans l'éducation à la citoyenneté démocratique active (Académies européennes, Maisons de l'Europe, etc.). Elle a été produite, dans le cadre d'un projet cofinancé par l'Union européenne (programme PRINCE), par l'Académie européenne de Berlin (porteur de projet), l'Association bulgare des enseignants d'allemand (BDV), le Centre européen Robert Schuman (CERS) à Scy-Chazelles, le Conseil Atlantique de Croatie et la Fondation polonaise Robert Schuman.



La valise pédagogique "Élargissement de l'Union européenne" a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne (programme PRINCE).

